

Hors-piste, le risque éclairé

L'édito

Jean-Jacques Roth
Industriel en chef
éditeur

Les médias? Un espace indigène se crée le montagne à ce seul mot. Et on le comprend. Même s'il faut redouter de nouvelles victimes du hors-piste ces prochains jours, sous l'effet conjugué des vacances et de conditions d'enneigement dangereuses, les statistiques sont formelles: la facture de la «montagne blanche» s'aggrave pas depuis des années, plus que la pratique du freestyle et de la randonnée en raquettes. Par ailleurs, les malheurs qui pèsent sous les cordes sont à portée de main: les cas sont fréquents. On ne peut donc pas imaginer une mise en danger mesurée de la vie d'autrui pour retirer aux amateurs de pentes le principe constitutif de leur loisir: la liberté.

Sur le versant positif, on peut encore observer une amélioration de la technique de la plupart des skieurs hors-piste. Et si la course de mortalité ne suit pas celle des comportements risqués, n'est-ce pas le signe que les appels à la prudence portent leurs fruits?

«La perspective d'une réglementation policière ou de permis obligatoires paraît contraire à l'idée même qu'on se fait de la montagne»

Non, vraiment, interdire le hors-piste serait tuer au canon contre des écoules. Et la perspective d'une réglementation policière ou de permis obligatoires paraît contraire à l'idée même qu'on se fait de la montagne. Mais pour éviter qu'on y arrive, et c'est une perspective envisageable, il y a du boulot.

Prévention, formation? Les professionnels n'ont que ces mots à la bouche. Et ont raison: mais on n'est pas guère les efforts. Des initiatives existent bien ici et là: initiatives hors-piste structurées, initiatives gratuites aux dangers d'avalanches... Mais encore ailleurs, dans la plupart des stations, le catalogue est maigre. Demander à l'école de ski locale un cours sur les dangers du hors-piste, et on vous regardera souvent comme un oiseau.

Les milliers de touristes déclarent désormais taller sur l'efficacité des prestations pour assurer le choc du franc fort. Et voici une qui ferait la différence: une politique officielle de prévention et de formation des skieurs, informés dès la location de leur matériel ou l'achat de leur forfait des possibilités d'initiation qui leur seraient offertes. Une politique qui associe les objectifs de liberté, de sécurité et de respect des cités. Une politique du risque éclairé, qui ne se passe de l'accompagnement comme de permis à points.

Jean-Jacques Roth

jean-jacques.roth@matindimanche.ch

L'initiative PDC sur la famille serait plus coûteuse que prévu

Votation Gare à la défiscalisation des allocations pour enfants et son effet sur les salaires. Le président des directeurs cantonaux des Finances met en garde contre de mauvaises surprises pour les caisses de l'Etat.

La généreuse initiative du PDC en faveur des familles risque de coûter bonbon aux collectivités publiques. Certes, le Conseil fédéral explique dans la brochure présentant la votation du 8 mars prochain, qu'en cas d'acceptation du texte, l'Etat encaisserait un milliard de francs en moins chaque année. Raison pour laquelle le gouvernement propose de refuser l'idée. Or la brochure ne signale pas que les calculs effectués pour arriver à ce chiffre sont truffés d'incertitudes. On n'a pas tenu compte d'un effet pervers potentiel: tant pour les entreprises que pour les salariés, il serait rentable de verser moins de sa-

laire pour distribuer plus d'allocations familiales. Les patrons économiseraient sur les cotisations sociales, les ouvriers pères et mères paieraient moins d'impôts: le montant touché à la fin du mois serait le même, la charge fiscale moindre. Qui refuserait de jouer à ce petit jeu?

A gauche comme à droite, on tremble. Le conseiller national Andrea Caroni (PLR/TI) voit le trou fiscal se creuser: «Je crains que si l'initiative passe, l'Etat perde deux ou trois milliards, par an, au lieu d'un seul.» Sans avancer de chiffres, le président de la Conférence des directeurs cantonaux des finances, le conseiller d'Etat zouglois PDC Peter Hegglin, estime que les pertes «seront plus élevées. Un tel effet est possible.» La conseillère nationale Nadine Masshardt (PS/BE) craint que «les pertes fiscales soient doublées» et qu'il y ait «optimisation fiscale larvée». Le conseiller aux Etats Pirmin Bischof (PDC/SO), fidèle défenseur de

l'initiative, ne craint rien: «J'estime que ce mécanisme d'augmentation des allocations pour baisser les salaires est abusif et politiquement voué à l'échec.» Il ne comprend pas pourquoi l'effet positif des dépenses accrues des familles n'a pas été pris en compte: cette consommation sera bénéfique aux entreprises qui auront plus de revenus; ainsi l'Etat s'y retrouvera en matière d'impôts.

L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) ne partage pas son optimisme: «Suivant la concrétisation choisie pour le projet», communes, cantons et Confédération pourraient y perdre nettement plus qu'annoncé.

Sachez enfin que ce milliard tant cité a été calculé à partir de vieilles données, soit les allocations familiales versées en 2010. Base: 4,76 milliards. Vu l'augmentation de la population, on en est à 5,3 milliards (2013).

Pascal Tischhauser

Succession Un Lucernois à la tête des gardes suisses



Observatoire Romano/EPA

La Garde pontificale suisse a son nouveau chef. Le pape François a nommé hier Christoph Graf (54 ans) à la tête de la Garde suisse pontificale. Le Lucernois de 54 ans succède à Daniel Rudolf Aring (52 ans) qui a quitté la tête de cette force militaire depuis la destitution de Daniel Rudolf Aring (52 ans) officiellement le 3 décembre. L'annonce de cette nomination a été faite par plusieurs médias italiens, dont les deux principaux

agences de presse, l'Ansa et l'Agence de presse de l'Ansa. Graf, originaire de Pfäfers (SO), est entré à 27 ans dans la Garde suisse pontificale italienne. Il a la réputation d'être un homme plus diplomate que son prédécesseur, jugé trop sévère avec ses subordonnés. Il était depuis octobre 2010 vice-commandant de l'armée suisse. La promotion des présents a été au lieu d'y a une semaine. Après une messe, une

cérémonie de remise du commandement a été tenue dans la Cour d'honneur de la résidence du pape, en présence de hauts représentants de la Curie romaine et de la Confédération.

La Garde suisse compte 100 hommes. La plupart des recrues s'engagent pour une durée de deux ans. Cette petite armée protège le pape et son Palais depuis 1929. **478**

Accidents dus à la neige

Neige. Les mauvaises conditions météorologiques ont provoqué plusieurs accidents avec blessés sur les routes de montagne. En raison de la neige, un automobiliste de 47 ans a perdu le contrôle de son véhicule à Masseno. Une conductrice de 34 ans a été percutée par un véhicule qui était tombé accidentellement en route à Peseux. Un homme a été grièvement blessé, a indiqué hier la police bernoise. L'accident de la route à Masseno a été produit vendredi soir, en raison d'une chute de neige. Les conditions de circulation ont également été très difficiles. **479**

Keams Reeves lit des textes de Gauguin à la Fondation Beyeler

Art. L'acteur canadien Keams Reeves, grand administrateur du théâtre de l'Opéra de Zurich, se trouve hier des textes de l'œuvre de Paul Gauguin à la Fondation Beyeler. Keams Reeves a plusieurs fois lu des textes de l'œuvre de Gauguin. Il est musicien, réalisateur et producteur et également passionné d'art. Hier, il a lu des textes de l'œuvre de Gauguin à la Fondation Beyeler. L'œuvre de Gauguin est une œuvre de l'œuvre de Gauguin. Il est musicien, réalisateur et producteur et également passionné d'art. Hier, il a lu des textes de l'œuvre de Gauguin à la Fondation Beyeler. L'œuvre de Gauguin est une œuvre de l'œuvre de Gauguin. **480**



L'acteur Keams Reeves est un grand administrateur du théâtre de l'Opéra de Zurich.

Migrants réunis en congrès

Après 8 heures. Un an après l'adoption de l'initiative «Contre l'immigration de masse», le premier congrès des personnes issues de la migration a réuni hier à Berna. Elles ont adopté plusieurs résolutions pour améliorer les conditions de vie des migrants et faire passer de l'initiative à la loi. Les quelques cent participants ont également exigé la régularisation des migrants de l'étranger de tous les pays. Les migrants ont également exigé la régularisation des migrants de l'étranger de tous les pays. Les migrants ont également exigé la régularisation des migrants de l'étranger de tous les pays. **479**